

Je verse au compte rendu un ou deux paragraphes du *Times* de New York de dimanche dernier sur la situation aux États-Unis. La production industrielle—le rendement des manufactures, des services et des mines—a fléchi de six dixièmes de 1 p. 100 en octobre, mais ce chiffre ne reflète pas les récentes et importantes réductions de la production automobile. Au cours de la période juillet-septembre, le produit national brut a baissé de 2.1 p. 100, la troisième diminution trimestrielle consécutive. En octobre, le chiffre national de la rémunération, en dollars, a moins augmenté qu'en septembre, signe indéniable de récession, d'après le *Times*. Les ventes d'automobiles ont ralenti de plus de 38 p. 100 au cours des dix premiers jours de novembre, plus brusquement qu'on ne l'avait prévu. Le chômage, de 6 p. 100 en septembre, a continué de monter. Et ainsi de suite.

Malgré cela, le ministre des Finances (M. Turner) dépose un budget essentiellement analogue à celui qu'il a présenté en mai, il y a six mois. Le ministre s'adonne à de petits jeux de salon tandis que s'accumulent des forces qui peuvent profondément ébranler le pays. Pourtant, c'est le moment que choisit le ministre pour se lancer avec les provinces dans un débat constitutionnel dont personne ne peut prévoir les conséquences; ce débat sera peut-être porté devant les tribunaux et il faudra alors des années pour trancher la question. Au lieu de s'arranger avec les provinces pour conclure un accord visant au partage des recettes supplémentaires perçues par le gouvernement fédéral à la suite de la forte augmentation du prix du pétrole, le ministre des Finances prend une décision unilatérale qui est inconstitutionnelle, d'après moi.

Au lieu de résoudre les vrais problèmes économiques du pays, le gouvernement va entraîner la Chambre, la presse, la radio et la télévision ainsi que le public dans ce conflit entre le premier ministre (M. Trudeau), le ministre des Finances et toutes les provinces. Je ne compte pas consacrer beaucoup de temps à cette question puisque des députés de tous les partis en discuteront. Je me contenterai de dire ceci: je trouve bizarre que le ministre des Finances propose une politique selon laquelle l'Imperial Oil verse des redevances au Canadien Pacifique quand elle creuse des puits sur des terres lui appartenant et la Shell paye des redevances aux Américains ou aux Indonésiens qui possèdent les terres où elle fait des forages, mais qui ne permet pas à ces sociétés de déduire de leur déclaration d'impôt, à titre de dépenses commerciales, les redevances versées à l'Alberta, à la Saskatchewan et au Manitoba pour les forages effectués dans ces provinces. Le gouvernement canadien a là une attitude bizarre en matière commerciale.

Dans son discours du budget, le ministre des Finances présume que le Canada pourra prévenir le recul économique qui perturbe les autres pays. Dans la petite brochure distribuée par le ministre et intitulée «Budget... en bref», nous trouvons ce qui suit à la page 5:

Grâce aux mesures prévues dans ce budget, et à condition qu'il ne se produise aucune perturbation imprévue à l'étranger ou au Canada, la croissance de notre économie devrait être d'environ 4 pour cent en 1975.

C'est une prévision tout à fait irréaliste. L'OCDE croit que la croissance économique du Canada en 1975 ne sera pas de 4 p. 100, mais plutôt de 1 p. 100. En fait, dans un rapport paru dans la *Gazette* de Montréal il y a un ou deux jours et qui se fondait sur les données de Statistique Canada, on nous dit:

Le gouvernement a publié hier des données inquiétantes sur l'économie indiquant que la croissance a été faible sinon nulle au cours du troisième trimestre et que l'économie peut même avoir amorcé un mouvement de régression.

Le budget—M. Orlikow

Comme les économistes prévoient des résultats encore plus déplora- bles pour le quatrième trimestre de 1974, l'économie canadienne pourra connaître deux trimestres de croissance négative cette année—ce qu'on considère techniquement comme une récession.

Que se passe-t-il au juste, monsieur l'Orateur? Il y a deux jours à peu près, Chrysler of Canada a annoncé que 1,700 travailleurs qu'elle emploie au Canada seraient mis à pied parce que la Chrysler Corporation aux États-Unis avait décidé de suspendre sa production pendant six semaines. Si les ventes de voitures aux États-Unis ne s'améliorent pas—et comme je l'ai déjà indiqué elles ont diminué de plus de 30 p. 100—ces mises à pied seront probablement prolongées. Pendant que ces choses se passaient en Ontario, le nombre de travailleurs mis à pied dans l'industrie forestière en Colombie-Britannique s'élevait à plus de 15,000 la semaine dernière, en regard de 14,719 chômeurs au début du mois. En publiant ces chiffres, le Conseil des industries forestières a affirmé que le chômage affectait 17 p. 100 de la main-d'œuvre totale.

Il n'y a rien d'étonnant à cela, monsieur l'Orateur, étant donné que la construction domiciliaire au Japon, aux États-Unis et au Canada a dangereusement ralenti. Et le ministre des Finances se montre bien timide à cet égard. Qu'a-t-il prévu pour ralentir la marche accélérée du chômage et de la récession? Rien, si on en juge par son exposé budgétaire respirant la confiance et l'exubérance. Cinq mois se sont déjà écoulés depuis le budget de mai, et je suppose que dans six mois on nous présentera un autre budget qui essaiera de freiner la récession qui plane sur nos têtes.

A mon avis, le ministre des Finances aurait dû se présenter à la Chambre cette semaine et nous dire que son ministère, le ministère de l'Expansion économique régionale et le ministère qui s'occupe du logement, ont fait appel aux gouvernements provinciaux pour mettre au point des plans détaillés qu'il faudra mettre en œuvre en mars et en avril prochains pour remédier à la situation si le chômage s'aggrave au Canada, comme je le crois ainsi que la plupart des économistes, et si la récession qui s'annonce aux États-Unis, au Japon, en Grande-Bretagne et en Italie continue d'empirer, comme c'est probable.

• (1700)

Ce que le ministre devrait plutôt nous dire c'est qu'il est disposé à ne pas favoriser le secteur privé de l'économie par des allègements fiscaux dont il a déjà trop bénéficié pour se relancer et, au besoin, à appliquer des plans qu'auraient dû préparer les gouvernements provinciaux en vue d'injecter dans l'économie canadienne une somme qui, d'après les estimations des économistes, devrait être de l'ordre de 2 milliards de dollars, pour mettre immédiatement les gens au travail et aménager des installations comme des maisons, des routes, des centres récréatifs et des projets locaux. Voilà ce dont nous avons besoin.

Or, qu'a fait le ministre? Il a mis l'accent sur l'expansion de l'entreprise privée. Il propose de continuer d'accorder des allègements fiscaux considérables aux entreprises dont les bénéficiaires se maintiennent à un niveau élevé. Il y a quelques jours, le *Globe and Mail* de Toronto publiait un article qui s'intitulait: La hausse des bénéfices des sociétés industrielles diminue d'une année à l'autre. Or, si on lit l'article que voyons-nous: